



Rennes le 28 avril 2014

COMMUNIQUE DE PRESSE

Depuis un certain nombre de semaines, des familles avec enfants se retrouvent à la rue, changeant chaque jour de lieu d'hébergement, bénéficiant çà et là de gestes de solidarité de la part d'organisations diverses (associations, syndicats, partis politiques) le temps d'une nuit sans garantie de solution pour le lendemain.

Faute de places ou de lieux d'accueil suffisants, ces familles subissent souvent les effets de décisions non prises ou non assumées de la part de l'Etat ou coincées dans un entre-deux, d'un côté l'Etat et de l'autre les collectivités, les deux parties se renvoyant mutuellement « la charge de la responsabilité ».

En tant qu'organisations syndicales, porteuses de valeurs humanistes et de solidarité, nous ne pouvons accepter que de telles situations se produisent. A fortiori lorsque des enfants en pâtissent quotidiennement, d'abord dans leur scolarité et ensuite dans la construction de leur « identité sociale » que renvoie le statut de leurs parents. Le moins que l'on puisse dire est que ces conditions sont loin de favoriser l'épanouissement indispensable à leur développement.

Ce n'est évidemment pas la vocation des organisations syndicales d'assumer un rôle qui n'est pas le leur, encore moins de se substituer à l'Etat ou d'édicter des lois. Cependant nous pensons que nous ne pouvons nous désintéresser des conditions dans lesquelles ces familles se débattent et que les conditions chaotiques de scolarisation de leurs enfants doivent nous interpeler.

Les organisations départementales CGT, FSU, FO demandent à rencontrer le plus rapidement possible les parlementaires qui élaborent les lois, le représentant de l'Etat en la personne du Préfet qui les applique ainsi que les élus, notamment les maires et les Présidents des Conseils général et régional en ce qu'ils participent dans l'accueil par la mise à disposition de logements. Nous souhaitons qu'ils interviennent de manière concertée chacun selon le niveau de responsabilité qui lui est dévolu, pour que cessent enfin ces situations humainement insoutenables.

Elles apportent leur soutien à tous les personnels (enseignants, agents territoriaux..) qui sont obligés faute d'engagement de l'Etat de chercher des solutions d'hébergement pour ces familles et ces enfants.